

# Pourquoi l'inspection générale des finances s'est dotée d'un pôle "Science des données" | À la une

ActeursPublics

8-10 minutes

Quelle mouche a piqué l'IGF ? Ce corps d'inspection des plus traditionnels, composé en grande partie d'énarques, accueille depuis l'an dernier parmi ses rangs des informaticiens spécialistes de l'exploitation des données, des *datascientists*. Aujourd'hui au nombre de trois, ils devraient bientôt voir leurs rangs se renforcer d'une quatrième personne. *"L'inspection a toujours eu un penchant quantitatif et porté vers l'objectivation des faits, c'est sa marque de fabrique de pouvoir toujours mettre un chiffre derrière une impression ou un retour du terrain"*, expose Alice Schoenauer-Sebag. C'est cette ingénieure de formation qui a pris la tête de ce pôle "Science des données" à sa création, en février 2019, pour appuyer les inspecteurs dans leurs missions de conseil et d'évaluation.

À l'heure où la donnée s'avère *"de moins en moins dispensable"*, euphémise-t-elle, il était devenu impératif de s'en emparer et donc de *"monter en compétences"* dans les capacités de traitement de celle-ci. L'IGF n'a évidemment pas attendu la création du pôle pour commencer à tirer parti des données pour en dégager des tendances, confirmer ou infirmer des hypothèses. Mais jusqu'alors, l'inspection ne pouvait compter

que sur un unique statisticien à temps plein pour "faire parler" les données.

## **Accès aux données**

Le tournant majeur pour l'inspection a été l'obtention, en 2018, d'un accès pérenne et continu à des bases de données statistiques publiques. Cette autorisation, délivrée par le comité du secret de la statistique publique, se matérialise dans la pratique par la mise en place d'un boîtier électronique dans le bureau du pôle. Le boîtier fait office de passerelle avec le Centre d'accès sécurisé aux données (CASD), créé par l'Insee en 2010, principalement à destination des chercheurs.

Pour y puiser les informations recherchées dans une trentaine de bases de données, les agents doivent présenter une carte sur laquelle les informations de leurs empreintes digitales sont enregistrées, puis les corroborer avec un nouveau scan de leurs empreintes pour enfin accéder à une machine à distance. C'est sur cette machine à distance que se trouvent les précieuses données. Et elles ne doivent en aucun cas en sortir. Seule l'équipe du pôle dispose en effet de l'habilitation. Charge à elle de travailler sur les données à travers le boîtier puis, en temps voulu, d'en extraire le résultat, généralement sous forme visuelle, à travers des graphiques notamment. Le tout en respectant les règles strictes du secret de la statistique, visant à empêcher toute identification d'une personne physique ou morale et l'absence totale d'usages dans le cadre de ses missions de contrôle.

L'inspection a donc profité de ce nouvel accès permanent pour constituer un pôle lui aussi permanent, capable de proposer des analyses quantitatives "*très fines*" à partir des données socio-économiques et fiscales, émanant la plupart du temps de l'Insee

et de la direction générale des finances publiques (DGFIP). En contrepartie de cet accès, l'IGF devra rendre compte de l'utilisation qu'elle fait des données du CASD dans un rapport annuel.

## Internalisation

L'objectif de la création du pôle était avant tout d'internaliser des compétences devenues indispensables. *"Historiquement, pour objectiver nos propositions, chaque mission récupérait des données auprès des administrations [et de leurs services statistiques, ndlr] auprès desquelles elles étaient placées",* explique Alban Genais, chargé de mission auprès de la patronne de l'IGF, Marie-Christine Lepetit. Mais cela ne collait pas toujours avec le calendrier des missions, dont la durée moyenne n'est que de trois mois. *"Pour obtenir ces données, il faut créer de la confiance, et elles ne sont pas toujours disponibles sur étagères, ce qui nécessite un travail de retraitement et de mise en forme de la part de l'administration sollicitée",* explique le chargé de mission.

Or *"plus les chiffres arrivent tôt et plus on a le temps d'itérer, et de comprendre ce dont la mission a vraiment besoin",* explique Alice Schoenauer-Sebag, qui cherche à intervenir le plus en amont possible du lancement d'une mission, pour mieux anticiper les besoins de celle-ci en termes d'analyse quantitative. L'internalisation de l'équipe permet en effet de raccourcir considérablement les délais et de faciliter les échanges entre les inspecteurs d'une mission et les *datascientists*, qui sont mobilisés dès réception d'une lettre de mission. *"Cela nous permet d'avoir une connexion directe avec les inspecteurs et le terrain, d'être plus réactifs et de proposer des analyses plus riches",* assure l'ingénieure.

Avoir ses propres experts des données, c'est aussi aller plus loin dans l'utilisation de nouvelles techniques et technologies. *"La constitution du pôle permet de nous positionner à l'état de l'art et de repousser la frontière technologique et de l'objectivation en faisant mieux parler les données"*, fait valoir Alban Genais. La différence entre un statisticien classique et un *datascientist* est assez mince, mais elle réside, selon l'inspection, dans le savoir-faire de ces derniers en matière d'informatique. *"Ce n'est pas seulement du tableur, mais aussi des techniques informatiques (machine learning) permettant de mieux « découvrir » les phénomènes qui se cachent derrière les données"*, indique le chargé de mission.

## Contributions

S'il est encore difficile d'évaluer l'apport réel du pôle aux missions qui ont été conduites en 2019, ses agents n'ont pas ménagé leur peine. Ils ont déjà contribué de près ou de loin à plus d'une dizaine de missions d'inspection. À titre de comparaison, 108 missions ont été menées en 2018, dont 65 missions de conseil et d'évaluation, les seules auxquelles le pôle peut contribuer.

Pour 2020, qui sera sa première année pleine, le pôle a établi un "plan de charge" afin que chacun de ses membres ne soit pas positionné sur plus de deux missions à la fois. D'où la nécessité de compléter l'équipe avec un quatrième profil, plus expérimenté, amené à devenir le bras droit de la cheffe de pôle.

En 2019, le pôle "Science des données" a notamment appuyé les inspecteurs pour analyser le financement du logement social, [la loi Pinel](#), ou encore [l'expérimentation des territoires zéro chômeur](#). Il va également être mis à contribution sur une évaluation de la non-assurance dans les territoires d'outre-mer.

*“Grâce au pôle, nous allons pouvoir exploiter la base « budget de familles » de l’Insee, qui recense les dépenses des ménages par territoires, et ainsi constater ou non s’il y a une sous-souscription aux assurances multirisques habitation ou automobiles, et croiser cela avec d’autres types de dépenses pour voir quels sont les choix de consommation des ménages”,* donne pour exemple un inspecteur. Un croisement d’informations qui n’aurait pu être réalisé sans l’aide du pôle.

## **Montée en maturité**

Le potentiel exact de ce tout jeune service n’est en tout état de cause pas encore totalement établi, et son articulation avec les méthodes de travail traditionnelles de l’inspection est encore à affiner. *“On se bat pour que les inspecteurs voient de moins en moins le pôle comme un simple appui mais comme partie intégrante de leur investigation, car nous estimons que la donnée doit être un axe de travail de l’investigation à part entière et au cœur de leur démonstration, et non de simples chiffres qui viennent illustrer leur propos”,* argue Alban Genais.

L’inspection organise à ce titre des sessions de sensibilisation et de formation, à la fois pour présenter les missions du pôle aux nouveaux arrivants afin d’insuffler un “réflexe datascience” et pour familiariser l’ensemble des inspecteurs à de nouvelles notions autour de ces questions. L’IGFa notamment fait venir Etalab, la mission chargée de l’ouverture et de l’exploitation des données au sein de l’État. Un travail important pour *“s’insérer dans une communauté de la donnée”,* selon Alban Genais. Comme quoi, même un corps d’inspection aussi impénétrable que l’IGF semble capable d’innover, et même de s’ouvrir.